

# Qatar, l'émirat au double visage

*Avenant à l'extérieur, l'émirat est tout sauf démocratique.*

Le Qatar fait aujourd'hui main basse sur le sport européen, voire mondial. Après le récent rachat du PSG, il vient d'acquérir successivement, au bénéfice de sa chaîne Al-Jazeera, les droits de la ligue 1 et ceux de la Champion League. L'émir Hamad bin Khalifa Al-Thani avait déjà obtenu, parfois dans des conditions jugées critiquables par certains observateurs, l'organisation de manifestations de premier plan : Coupe du monde de football 2022, Mondiaux d'athlétisme 2017, Mondial de handball 2015... Sans compter des partenariats sportifs qui confèrent à l'émirat une visibilité de premier plan, comme celui avec le Barça en football, le Prix de l'Arc de Triomphe en course hippique ou encore le Tour de France en cyclisme.

La clé de cette politique ? Payer plus cher que les autres. Il faut dire que le petit émirat (11 500 km<sup>2</sup>, soit environ la superficie de la Corse) en a les moyens. Troisième producteur mondial de gaz après la Russie et l'Iran, doté aussi de réserves colossales, ses revenus se chiffrent en milliards de dollars annuels. La Qatar Investment Authority (QIA), son fonds souverain, serait lui doté de quelque 700 milliards de dollars.

Le sport est devenu un moyen pour le Qatar d'exister sur la scène mondiale. Exister, c'est pour Doha se protéger face aux ambitions régionales de ses puissants voisins iranien et saoudien qui, à vrai dire, n'ont jamais admis l'existence, à leur porte, de ce micro-Etat péninsulaire doté de colossales ressources en hydrocarbures. Le deuxième pilier de cette visibilité mondiale, indispensable à la survie de l'émirat et de sa famille régnante, repose sur les médias. Avec Al-Jazeera, Doha a fait une véritable OPA sur l'information continue en langues arabe et anglaise. Basée à Doha, la chaîne est aujourd'hui considérée comme une référence en matière d'information audiovisuelle. Et elle n'est que la face la plus visible d'une myriade de facilités et de dispositifs en matière de journalisme et de communication qui vise à faire du Qatar l'épicentre, à tout le moins régional, du réseau de l'information mondiale.

Cette diplomatie articulée autour du sport et de l'audiovisuel a fait ses preuves. Jusqu'à peu considérée comme infréquentable, la famille Al-Thani voit aujourd'hui tous les responsables politiques et économiques occidentaux, au premier rang desquels nombre de leaders français, se transformer en courtisans. Il faut dire que l'émir est des plus généreux avec ceux qui se font ses zélés. Car, à force de largesses, on a tendance à oublier que l'émirat est tout sauf démocratique.

Nulle opposition, nulle presse libre. Al-Jazeera est offensive dans sa couverture de l'activité internationale mais, jamais la moindre critique n'est formulée sur le pays qui l'accueille et la finance. Les parts d'ombre touchent aussi à la politique internationale. La très pro-occidentale Doha figure parmi les fidèles soutiens aux groupes islamistes les plus intransigeants. Le double jeu actuel du Qatar en Libye, qui dispense généreusement son aide financière aux factions les plus radicales, laisse perplexe. Enfin, que penser du rachat massif par la famille Al-Thani, directement ou par le biais de ses véhicules d'investissements, de pans entiers de notre économie et de notre patrimoine culturel ? Lorsqu'un dirigeant africain se permet d'en faire le centième, on parle de "bien mal acquis" et, là, avec le Qatar, rien. Le sentiment de malaise est encore plus fort lorsque l'on sait qu'en août 2008, alors que la crise financière mondiale était déjà une réalité, le Parlement français a voté un statut fiscal dérogatoire permettant aux qataris et à leurs investissements d'être affranchis de toute fiscalité.

Le contribuable qui, lui, ne bénéficie d'aucun privilège, appréciera. La realpolitik est une réalité de la vie internationale. En l'espèce, elle trouve là un beau champ d'expérimentation.

**Pascal LOROT**

*Le nouvel Économiste* – N°1594 - 19 décembre 2011